

Le crédit est un bien commun

Vers une société « papillon » avec le crédit comme bien commun

Par Thomas Greco, jr.

Traduit de l'anglais par Camille Bierens de Haan, EcoAttitude.org

Reclaiming the Credit Commons

<http://beyondmoney.net/monographs/reclaiming-the-credit-commons/>

Extrait de : ***The Wealth of the Commons: A World Beyond Market and State***, publié par [Levellers Press](#). En savoir plus : <http://www.onthecommons.org/magazine/commons-transformative-vision>.

Les monnaies complémentaires locales et les systèmes d'échange alternatifs sont devenus des sujets familiers, régulièrement traités par les médias, jusqu'aux journaux de grande audience comme le *Wall Street Journal*, *The Guardian* et *Der Spiegel*, ainsi que sur les réseaux câblés et les télévisions locales. Les discours que tiennent ces médias sont en général centrés sur l'intention de maintenir le flux de la monnaie à une échelle locale et d'en colmater les « fuites », aux fins de soutenir la vitalité des économies locales et d'élargir les perspectives pour les commerces locaux dans leur lutte pour survivre face aux grandes chaînes franchisées.

Tout cela est très bien, mais cet argumentaire tape en réalité juste à côté de la cible de ce qui menace nos communautés – et notre société tout entière. Les problèmes auxquels nous, nos communautés et notre civilisation en tant que telle sommes confrontés aujourd'hui trouvent leur origine dans la nature même de la monnaie, et dans les mécanismes de sa création et de son allocation par les membres du cartel le plus puissant que le monde ait jamais connu. Dans leur ensemble et globalement parlant, tous les systèmes monétaires et bancaires ont été conçus pour centraliser le pouvoir et concentrer la richesse entre les mains d'une élite au pouvoir, qui s'en sert depuis longtemps et de façon de plus en plus effective.

Toute économie développée génère une forte spécialisation du travail. Comme nous ne fabriquons nous-mêmes qu'une très petite partie de ce dont nous avons besoin, l'échange des biens et services est donc une nécessité primordiale pour notre subsistance. On sait que le troc sous sa forme primitive est inefficace car trop dépendant de l'improbable coïncidence entre offre et demande « Je possède ce que tu veux, et tu as ce que je veux ». Si l'un de nous ne possède rien de ce que l'autre veut, il n'y a pas de troc possible. La monnaie a donc été inventée pour permettre des échanges en dehors des communautés locales étroites dans lesquelles on prend et on se donne mutuellement ce dont chacun a besoin, de façon non formelle. La monnaie a rendu possibles des échanges occasionnels et impersonnels

La monnaie est tout d'abord un moyen d'échange, et c'est là son rôle principal, C'est une sorte d'« avatar », qui permet à un vendeur de livrer à un acheteur une valeur réelle, et d'utiliser la monnaie reçue en contrepartie pour se procurer ce dont il-elle a besoin sur le marché.

Par le passé, toutes sortes de matériaux ont servi de moyens d'échange. Par exemple, même en n'ayant moi-même aucun besoin de tabac, sachant que d'autres en avaient l'usage, j'aurais pu accepter le tabac en échange de mes pommes. Il en va de même pour l'or et l'argent, qui sont à la longue devenus les matériaux privilégiés pour servir de moyen d'échange.

Mais avec le temps, la monnaie a évolué ; elle n'est désormais plus une « chose ». La monnaie est devenue du crédit inscrit dans un système de comptes, qui se manifeste principalement sous forme de « dépôts » bancaires, et accessoirement aussi pour de plus petits montants, sous forme de billets de banque. Aujourd'hui, toute monnaie nationale est soutenue par le crédit collectif de chacun, puisque tout le monde est tenu légalement de l'accepter.

Ce qui s'est passé, c'est que nous avons tout simplement autorisé la privatisation du crédit, de telle façon que nous ne pouvons plus aujourd'hui y avoir accès qu'en faisant appel à une banque pour qu'elle nous octroie un « prêt ». Pour pouvoir créer de la monnaie, il faut que quelqu'un s'endette. Or en réalité, on ne vous prête rien du tout. La banque ne fait rien d'autre que créer de la monnaie sur la base de la promesse que lui fait l'emprunteur de la rembourser. En fait, *nous donnons notre crédit collectif aux banques et ensuite, les supplions de nous en prêter un peu en retour – privilège que nous acceptons de rémunérer en payant un intérêt !* Le résultat, c'est que le secteur productif de l'économie manque de façon chronique et régulière de monnaie, même si on crée de la monnaie en abondance pour les gouvernements qui, ce faisant, augmentent leur dette en finançant des guerres, des sauvetages de banques et autres dépenses totalement improductives.

Mais le pire dans tout cela, c'est encore *l'impératif de croissance*, à savoir l'exigence ontologique de croissance continue de notre système monétaire global actuel. Cet impératif découle du fait que la monnaie est créée sur la base d'une dette grevée d'intérêts, de manière telle que le montant que l'on doit rembourser croît du seul fait que le temps passe. Mais les intérêts composés sont une fonction à croissance exponentielle, ce qui signifie que la dette augmente, non pas d'une façon régulière et constante, mais à un rythme qui ne fait que s'accélérer. Le système monétaire global requiert une expansion continue de la dette, sous peine d'effondrement de la finance mondiale. C'est la raison pour laquelle les cycles des bulles et leurs explosions programmées vont se manifester de façon de plus en plus extrême, et que la compétition entre emprunteurs pour s'accaparer une masse de monnaie par définition toujours insuffisante ne peut que résulter en une dégradation de l'environnement naturel et un délitement social.

Le bien commun que constitue le crédit est un des aspects les plus oubliés du patrimoine de l'humanité, et pourtant un des plus cruciaux, parce que le crédit est le vrai fondement et la substance-même de la monnaie moderne, et la monnaie est le moyen essentiel qui permet

l'échange des biens et des services. Celui qui contrôle la monnaie, contrôle virtuellement tout ce qui est dans le monde matériel. La privatisation de la possibilité d'octroyer du crédit a non seulement permis à la minorité d'exploiter la majorité, mais elle a aussi permis l'expansion de l'économie au-delà de toute limite du raisonnable et nourri les conflits pour le contrôle des ressources mondiales.

Par le passé, la structure du pouvoir mondial était basée sur des collusions arrangées entre autorités politiques et religieuses. Les rois, les empereurs et les princes en appelaient à la hiérarchie ecclésiastique pour légitimer leur gouvernement. Tant que les gens dépendaient des Eglises et de leurs prêtres pour le salut de leur âme et leur accès au paradis, ils acceptaient docilement cet état de fait. Mais quand les croyances ont commencé à changer, les autorités ecclésiastiques ont perdu la plus grande part de leur influence. Aujourd'hui, c'est sur des collusions arrangées entre autorités politiques et financières que repose l'exercice du pouvoir. Même dans les pays réputés démocratiques, ce sont les banquiers et les financiers de la catégorie supérieure et leurs larbins dans les médias, l'éducation, la médecine et autres secteurs qui choisissent les leaders politiques et déterminent les politiques publiques. Tant que les gens resteront dépendants de la monnaie que les banquiers créent pour leur « salut » matériel et leur admission au paradis du « bien vivre », cet état de fait continuera à faire plonger les masses – les garantes de la dette gouvernementale – plus profondément dans les sables mouvants de la dette infinie.

Et de plus, l'intérêt que nous devons payer pour « emprunter » notre propre crédit aux banques n'est pas le seul élément parasite de ce système : il y a aussi l'inflation de la masse monétaire qui accompagne les dépenses déficitaires des gouvernements. La plupart des gouvernements nationaux effectuent des dépenses pour des montants qui excèdent considérablement leurs revenus ; ce faisant, elles extraient de la valeur réelle de leurs économies en contrepartie d'une monnaie contrefaite par les banques, en toute légalité ! Cette création de monnaie sans base réelle ne peut que provoquer une hausse continue des prix des denrées de base sur le marché. Ce drainage est avantageusement complété par les salaires et divers bonus totalement obscènes que les gestionnaires du système s'octroient à eux-mêmes, sans compter les rachats de faillites qu'ils arrachent régulièrement aux gouvernements.

L'image devient claire comme de l'eau de roche pour quiconque prend le temps de s'y attarder : c'est ce système monétaire et bancaire dominant, fondé sur l'usure et la centralisation du pouvoir et de la richesse aux mains d'une minorité, qui a déployé toute l'indicible misère et l'injustice que l'on sait, tant sur l'espèce humaine que sur tout ce qui vit sur notre planète Terre. C'est un système qu'il ne faut pas espérer réformer. On ne peut que le transcender.

Transcender le système monétaire ?

La bonne nouvelle, c'est que nous n'avons pas besoin de rester les victimes d'un système qui nous mène de façon si évidente au désastre. Le pouvoir de récupérer nos droits sur le crédit est entre nos mains. Nous pouvons même le faire de manière pacifique sans avoir à attaquer le régime en place. Tout ce que nous avons à faire c'est que chacun reprenne le contrôle sur son propre crédit et le remette aux individus et aux entreprises qui le méritent et le protègent de ceux qui ne le méritent pas ; que chacun de nous exerce ses talents et engage ses énergies pour soutenir ces entreprises qui renforcent la résilience de nos communautés, la durabilité, l'auto-suffisance et le bien commun. Nous avons tous été conditionnés à chercher à trouver de l'argent pour assurer notre propre bien-être et celui de nos familles, et faire face aux nécessités de la vie ; mais l'argent est devenu un instrument du pouvoir, un stratagème qui permet à une petite minorité de contrôler le cours des événements de la vie de la majorité. Tant que nous resterons obnubilés par la course à l'argent, nous serons des marionnettes manipulables au gré des marionnettistes – cette petite élite qui – à ne tenir compte que de ses meilleures intentions – n'agit qu'en fonction de son intérêt personnel très limité, sur une base d'erreurs et de tromperies grossières.

Peut-être verront-ils un jour clair dans leur propre jeu, mais nous ne pouvons attendre. La seule réponse est d'apprendre à partager, à coopérer, et à réorganiser ce que j'appelle la « société papillon ». Les monnaies communautaires et les systèmes d'échange constituent à cet effet des outils essentiels pour la remise en puissance des communautés et des personnes. Mais il n'est pas nécessaire de les concevoir de manière à nous rendre moins dépendants des monnaies politiques et des banques. Les moyens d'échange privés sont à émettre sur base de valeurs créées et échangées par des producteurs locaux, tout spécialement les petites et moyennes entreprises qui constituent la colonne vertébrale de toute économie. Cela signifie qu'il faut *faire circuler* une monnaie en la dépensant, et non pas la *vendre*. Il est possible de mettre sur pieds une organisation totalement nouvelle de la monnaie et de structurer autrement la banque et la finance sur un mode libre d'intérêts, décentralisé, contrôlé non pas par des banques ou des gouvernements centraux mais par des individus et des entreprises qui s'associent et s'organisent entre elles, en réseaux non-monétaires.

En somme, n'importe quel groupe de personnes peut s'organiser pour s'allouer entre elles leur propre crédit collectif, sans intérêts. Il s'agit tout simplement de l'extension de la pratique usuelle en affaires d'acheter à compte ouvert – « Je vous livre la marchandise maintenant et vous me payez plus tard. », sauf que c'est organisé non pas sur une base bilatérale, mais au sein d'une communauté de plusieurs acheteurs et vendeurs. Et si on le fait à une échelle suffisamment grande pour inclure une palette suffisamment diversifiée de biens et de services, un tel système peut éviter les dysfonctionnements inhérents aux systèmes monétaire et bancaire conventionnels. Cette façon de faire peut ouvrir la route à des relations plus harmonieuses et mutuellement profitables, qui permettront l'émergence d'une vraie démocratie économique .

Compensation de crédit mutuel – Commerce sans monnaie.

Cette approche n'a rien d'utopique. Elle repose sur des preuves bien établies. La compensation de crédit mutuel est un processus qu'utilisent des centaines de milliers d'entreprises de par le monde, qui sont membres de réseaux d'échanges sous forme de troc commercial qui tient compte de leurs échanges non-monétaires de biens et de services. Dans ces processus, ce que tu vends paie ce que tu achètes, sans intervention de monnaie en tant que moyen d'échange. Au lieu d'acheter des dollars, chacun utilise ce qu'il-elle a pour payer ce dont il-elle a besoin.

Contrairement au troc traditionnel qui dépend de la coïncidence entre offre et demande de deux acteurs commerciaux qui possèderaient chacun ce dont l'autre a besoin, la compensation de crédit mutuel fournit une comptabilité pour les crédits commerciaux, une sorte de monnaie interne, qui autorise les acteurs à vendre à certains membres et à acheter à d'autres. On sait qu'il y a dans le monde plus 400'000 entreprises qui échangent annuellement des biens et services pour plus 12 milliards de \$, sans faire usage de monnaies nationales.

Le plus bel exemple d'un système de compensation de crédit mutuel qui marche depuis longtemps est peut-être le Cercle Economique Coopératif WIR. Fondé en Suisse au milieu de la Grande Dépression des années 30 en tant qu'organisation d'entraide, WIR fournit à ses membres (des entreprises) le moyen de continuer à acheter et vendre entre eux malgré une pénurie en francs suisses en circulation. Au cours des dernières 75 années, tout en ayant traversé des hauts et des bas, le WIR - qui s'appelle maintenant la banque WIR - a prospéré. Il regroupe plus de 60'000 membres dans toute la Suisse qui échangent annuellement des biens et services pour une valeur d'environ 2 milliards de francs suisses, en se payant non pas en monnaie officielle, mais en utilisant leur propre unité de compte appelée les crédits WIR.

Le crédit comme bien commun : une révolution pacifique pour une société plus heureuse

Le défi pour tout réseau qui se constitue est d'atteindre une taille suffisante pour lui permettre de démarrer. Plus le réseau est étendu, plus il offre d'opportunités pour des échanges non-monétaires. Au départ, il se pourrait qu'il faille y injecter un peu d'aide pour permettre aux acteurs de se trouver mutuellement, mais au fur et à mesure qu'ils se découvriront et verront ce que chacun-e a à offrir, les avantages d'une participation deviendront de plus en plus évidents et attractifs. Tout comme FaceBook, Twitter, MySpace et autres réseaux purement sociaux, les réseaux d'échange non-

monétaire sont voués à grandir de façon exponentielle : ce sera le début d'un changement révolutionnaire qui indiquera un changement radical dans la reprise du pouvoir sur nos propres vies, tant politiquement qu'économiquement parlant. Ce sera une révolution tranquille et paisible qui se fera moins par la puissance de manifestations de rue et de pétitions politiques de tous bords, mais bien par le fait de travailler ensemble à l'utilisation d'un pouvoir qui est déjà le nôtre : celui d'utiliser nos propres ressources pour soutenir notre productivité commune et d'octroyer du crédit là où il est nécessaire.

En participant à un réseau d'échange ouvert, transparent et démocratique, ses membres bénéficieront des avantages suivants :

- Une source fiable et amicale de crédit, libre d'intérêts et contrôlée par la communauté,
- Moins de besoin de monnaies rares (dollars, euros, livres, yens, ou autres monnaies politiques)
- Accès à un moyen de paiement durable et stable,
- Augmentation du chiffre d'affaires,
- Base de clientèle loyale,
- Fournisseurs fiables,
- Une communauté plus prospère et mieux vivable.

Que faudra-t-il pour que ces réseaux de compensation de crédit mutuel se mettent en place de façon virale, à l'instar de qui s'est passé pour les réseaux sociaux ?

Voilà la bonne question, dont on n'a pas encore trouvé la réponse ! Alors que le WIR témoigne d'un indéniable succès, il semblerait qu'il ait été intentionnellement contenu et empêché de s'étendre au-delà des frontières suisses. Et alors que le « troc » commercial a connu une croissance significative et régulière depuis plus de 40 ans, son volume reste minuscule au regard de la totalité des activités économiques.

Les réseaux d'échanges commerciaux alternatifs tels qu'ils sont gérés aujourd'hui sont auto-limitants et imposent à leurs membres des charges significatives, dont notamment des cotisations élevées de participation, des conditions exclusives d'adhésion, un accès limité à des gammes limitées de biens et de services, l'utilisation de logiciels propriétaires ainsi qu'une standardisation insuffisante des opérations, ce qui limite la capacité des membres de différents réseaux à négocier entre eux.

Quasiment tous les réseaux d'échanges commerciaux sont petits, locaux et sont gérés comme des entreprises à but lucratif. La petite taille, le contrôle local et l'indépendance sont certes des caractéristiques désirables pour toute entreprise. Mais quand il s'agit de construire un nouveau système d'échanges, il y faut quelque chose de plus. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est

d'un système de paiement qui soit contrôlé localement, mais utilisable globalement. Et cela signifie ouvrir aux membres d'un réseau local la capacité de négocier avec les membres d'autres réseaux de manière aisée, sans frais excessifs, en prenant peu ou pas de risques.

Les éléments suivants sont, d'après moi, nécessaires pour que l'échange non-monnaire basé sur la compensation de crédit se répande de manière virale :

1. Il faut que les membres d'un réseau offrent non seulement leurs marchandises lentes et des services de luxe, mais bien la gamme totale de leurs biens et services à leur prix usuel quotidien. C'est à cette condition que la valeur des crédits commerciaux internes au réseau sera assurée et qu'ils y trouveront leur vraie utilité.
2. A l'instar de tout porteur de biens communs, les réseaux d'échanges devraient s'ouvrir à la participation de tous, en requérant peu de qualifications.
3. La détermination des lignes de crédit (à savoir les dépassements autorisés) est toutefois soumise à la capacité et de la volonté de chacun à offrir des échanges réciproques, ce qui peut se mesurer, par exemple, à la quantité des échanges effectués dans le réseau.
4. Les échanges doivent se faire pour et par les membres, d'une façon transparente, ouverte et sensible.
5. Les membres doivent s'obliger à fournir des comptes-rendus adéquats et accepter la supervision des personnes désignées pour la gestion des échanges.
6. Une standardisation suffisante des échanges est requise pour assurer le maintien d'une valeur comparable des crédits à l'interne.

Quand les réseaux maîtriseront ces dimensions du projet et des opérations effectuées, ils deviendront des modèles pour d'autres réseaux d'échange. Alors interviendra la phase de croissance rapide, qui aboutira à un réseau global d'échanges comparable à l'Internet, qui rendra obsolète la monnaie et permettra l'émergence d'une société plus libre et plus harmonieuse.

Bibliographie (en anglais):

Greco, Jr., Thomas H. (2009): The End of Money and the Future of Civilization.

Greco, Jr., Thomas H., and Megalli, Theo, (2005): An Annotated Précis, Review, and Critique of Prof. Tobias Studer's WIR and the Swiss National Economy.

<http://reinventingmoney.com/documents/StuderbookCritique.pdf>

Riegel, E. C. (1973) Flight From Inflation.

Websites: Beyond Money, <http://beyondmoney.net>, and Reinventing Money, <http://reinventingmoney.com>.

Videos: The Essence of Money: A Medieval Tale, available at http://www.digitalcoin.info/The_Essence_of_Money.html, or <http://www.youtube.com/watch?v=qBX-jaxMneo>

Money as Debt: <http://www.moneyasdebt.net/>

WIR Bank Video Report: http://www.atcoop.com/WIR_Video_3.htm